

Dossier de presse

- Mercredi 10 décembre 2014 -

**« Peut-on arrêter le désastre
avant la fin du quinquennat ? »**

Rencontre-débat organisée par les Amis de l'Humanité du Gard, le mercredi 10 décembre 2014 en présence de :

- Christophe CAVARD, député du Gard (Europe Ecologie – Les Verts)
- Nicolas SANSU, député du Cher et maire de Vierzon (PCF-Front de Gauche)
- Fanelie CARREY-CONTE, député de Paris (Parti Socialiste)

Ce rendez-vous se tient alors qu'un climat de morosité général s'est installé en France, sur fond de politique d'austérité là où le taux de chômage ne cesse pourtant d'augmenter.

La fracture politique entre le gouvernement et les citoyens étant sérieusement entamée, et parce que l'espoir soulevé en 2012 n'a pas été suivi des actes pourtant programmés, une nouvelle dynamique à gauche est lancée. Christophe Cavard, comme Nicolas Sansu ou Fanelie Carrey-Conte sont de ce mouvement qui ne souhaite pas réduire l'avenir du pays aux seules questions d'économies budgétaires. Pour répondre à l'austérité, répondons « investissement public », via l'Union Européenne notamment.

Et en termes d'investissements, les défis à relever sont nombreux. La loi sur la transition énergétique portée par les écologistes (et adoptée en première lecture à l'Assemblée, le 14 octobre 2014) encourage la rénovation thermique et doit permettre de lutter contre la précarité énergétique. Une bonne manière de relancer tout le secteur de la construction, touchée de plein fouet par la crise (nouvelles normes d'isolation visant, à terme, à l'habitat à énergie positive, etc.), et par la même occasion de répondre à un manque criant de logements.

La loi sur l'Economie Sociale et Solidaire adoptée le 31 juillet 2014, également portée par les écologistes, aux côtés de Benoît Hamon, apparaît comme un autre axe d'une politique alternative et d'un « changement de logiciel » durable. A travers cette loi, on favorise un changement d'échelle de l'économie sociale et solidaire dans tous ses aspects, pour construire avec les entreprises de ce secteur une stratégie de croissance plus robuste, plus riche en emplois, plus durable et plus juste socialement.

Profitons également de la dynamique des prochaines nouvelles grandes régions et des collectivités locales afin de mieux développer des projets d'avenir et de territoires. C'est en cela que les prochaines élections départementales offriront l'opportunité d'un débat autour de l'enjeu d'une réforme fiscale et d'une réelle autonomie des territoires. Les régions et les collectivités doivent avoir enfin les moyens de mener leurs politiques.

Le débat organisé ce mercredi 10 décembre vise à faire échos à ce projet politique qui ne s'arrête pas aux carcans des appareils politiques. L'objectif : ouvrir le débat de manière plus large autour de personnalités appartenant à l'ensemble de la Gauche et qui se retrouvent sur une alternative à l'austérité portée aujourd'hui au niveau national.

Cette rencontre-débat fait suite à son premier volet entamé à Vierzon, le 6 octobre dernier.

Contact presse :

Mickaël Attiach

Collaborateur parlementaire de Christophe Cavard

06 08 72 41 05 – mickaelattiach@cavard.fr

Site Internet : <http://christophecavard.eelv.fr>

Rappel du précédent évènement à Vierzon, le 6 octobre 2014

(article publié le 09/10/2014 sur le site officiel de Christophe Cavard)

Déplacement à Vierzon à la rencontre des acteurs de l'économie sociale et solidaire et débat public

Ce lundi 6 octobre, j'étais à Vierzon, suite à l'invitation de mon collègue député du Cher, Nicolas Sansu, à participer à un débat public sur le rassemblement de la gauche, avec Laurent Baumel, député socialiste d'Indre-et-Loire.

En prévision de ma présence sur place le soir pour ce débat, j'en ai profité, accompagné de Jean-Claude Léchelon, militant écologiste Vierzonnais et de Jean-Sébastien Herpin, Secrétaire régional EELV de la région centre, pour rencontrer les acteurs d'un secteur qui me tient à coeur et que je connais bien, celui de l'économie sociale et solidaire.

Nous sommes d'abord allés à la rencontre de l'entreprise LBM, fabricant de presse hydraulique pour l'industrie, qui fonctionne avec le statut coopératif (SCOP) depuis son rachat par les salariés il y a plus de 20 ans.

*



*

Après une visite des locaux et une présentation de leur production, nous avons pu discuter de l'entreprise avec son Directeur, tant sur la situation économique difficile de l'entreprise, que sur son mode de fonctionnement. L'industrie en France est très ralentie depuis quelques années, les commandes s'en ressentent et nous, élus sur le terrain, le voyons bien.

*



*

Les échanges se sont ensuite poursuivis de manière spontanée avec les fondateurs de la TPE exerçant dans les locaux voisins, qui m'ont expliqué leur activité et leur fonctionnement.

*



*

Après la SCOP, nous nous sommes rendus à l'auberge de jeunesse de Vierzon, pour une rencontre-table ronde avec de nombreux acteurs et de nombreuses actrices des secteurs de l'économie sociale et solidaire et de l'insertion.

*



*

Ils ont pu présenter leur action, que ce soit une création d'entreprise en SCOP, le montage d'une radio associative, le soutien aux personnes âgées, l'apprentissage avec l'université populaire, ou la direction de structures telles qu'un jardin partagé ou l'auberge de jeunesse. Je leur ai ensuite parlé du projet de loi sur l'économie sociale et solidaire, pour laquelle j'ai été rapporteur pour avis, afin de voir en quoi cette loi peut changer leur pratique de l'ESS, et son application locale, et favoriser ce secteur si dynamique. Ici aussi, les discussions ont été riches et instructives, sur la mise en œuvre d'une loi qui vient d'être votée, et qui a pour objectif de promouvoir ce secteur et de l'aider à se développer.

*



*

Ces échanges se sont poursuivis par un temps convivial autour d'un verre dans les locaux de l'auberge de jeunesse, avant de rejoindre mes collègues Nicolas Sansu et Laurent Baumel pour un débat sur l'alternative à gauche, dans une salle remplie et très active.

POLITIQUE ■ Nicolas Sansu (PCF), Laurent Baumel (PS) et Christophe Cavard (EELV)

« La V^e République est morte »

Ils se sont réunis entre « gens de bonne volonté », pour défendre les valeurs humanistes d'une nouvelle gauche. Hier soir, à Vierzon, on a enterré la V^e République.

Céline Chauard
celine.chauard@centrefrance.com

Ils sont d'accord sur un point : il est temps d'agir avant la catastrophe annoncée de 2017. « Une catastrophe dont on ne connaît pas l'ampleur », souligne Laurent Baumel, député socialiste.

Nicolas Sansu, le député du Cher et maire de Vierzon, a invité, hier soir, salle Madeleine-Sologne à Vierzon, le député frondeur socialiste d'Indre-et-Loire Laurent Baumel et le député d'Europe écologie les Verts du Gard, Christophe Cavard. Dans la salle, de très nombreux militants et sympathisants de toute la gauche berrichonne, déçus par les promesses non tenues depuis 2012, outrés par la dérive libérale d'un gouvernement qui se dit encore de gauche.

« On a tourné le dos à nos engagements de campagne »

Face à ce « constat d'échec », il en va de leur responsabilité d'élus du peuple d'expliquer « qu'on peut faire autrement », assure Christophe Cavard. La maison gauche est aujourd'hui fissurée. « Il faut faire attention à ce que personne ne quitte cette maison », insiste Nicolas Sansu. « Notre objectif n'est pas de créer une scission dans notre famille politique », indique Laurent Baumel. « Il nous faut peser dans une majorité qu'on ne veut pas quitter », poursuit l'élu socialiste qui a accepté l'invitation du maire communiste « pas seulement pour voir Vierzon » mais « pour dire notre désaccord avec les orientations prises par la gauche au gouvernement. J'ai le sentiment qu'on a tourné le dos à nos engagements de campagne ».

Ces élus souhaitent faire, au fil des réunions qui se multiplient en France, émerger et « s'exprimer un mouvement social et citoyen », confirme Nicolas Sansu.



SALLE. Des questions pragmatiques sur l'emploi, l'urgence sociale et la possibilité de changer de politique ont été posées, hier soir, salle Madeleine-Sologne.

su. Histoire de retrouver les valeurs fondamentales du socialisme. « On ne demande pas aux socialistes, fussent-ils frondeurs, d'être communistes, plaisante le maire de Vierzon. On n'est pas d'accord sur tout mais on peut gagner ensemble ! »

Dans la salle, on n'hésite pas, à réclamer la tête de cette V^e République et de son régime présidentiel pour créer « la grande force de gauche écologiste révolutionnaire que tout le monde attend », lance Jean-Pierre Charles, président des élus communistes du Cher.

« La V^e République est morte », s'accordent à dire les trois députés. « Parce que la magie présidentielle a cessé d'opérer depuis Chirac », argumente

Laurent Baumel. « Parce que le régime présidentiel est dévoyé », proclame Nicolas Sansu. « Il faut supprimer les procédures parlementaires qui musellent les débats et marginalisent les frondeurs », poursuit Laurent Baumel. Christophe Cavard voit déjà plus loin avec la création d'un nouvel espace commun, la social-écologie et la suppression du président de la République élu au suffrage universel.

Dans la salle, à nouveau, on se veut plus pragmatique, plus concret. Quelles mesures prendre pour répondre à l'urgence sociale ? Que faire pour l'emploi ? Quoi faire pour qu'un jeune diplômé Bac + 5 en économie ne soit pas « le visage de l'austérité » ? Est-il maintenant

possible d'infléchir cette politique qui mène dans un mur ?

« On peut commencer par renoncer à mettre 40 milliards dans les entreprises sans contrepartie et en réinjecter une partie dans une grande réforme fiscale », plaide Laurent Baumel à la veille du vote du budget 2015.

La réunion d'hier soir s'est voulue porteuse d'espoir. Pas celui de 2012, qui a engendré une énorme déception. Un nouvel espoir dans une alternative à gauche portée par « des gens de bonne volonté », comme l'a souligné Nicolas Sansu, qui doit s'unir dans leurs divergences, pour retrouver les valeurs d'une gauche humaniste et sociale... ■



DÉPUTÉS. Christophe Cavard (EELV), Laurent Baumel (PS) et Nicolas Sansu (PCF).

À Vierzon, premiers pas pour « redonner de l'espoir à gauche »

À l'initiative du député maire PCF, Nicolas Sansu, un débat local a réuni ceux qui contestent le cap gouvernemental.

Depuis la nomination de Manuel Valls, rencontres et colloques se multiplient entre les états-majors de la gauche qui n'entend pas se résigner à l'orientation libérale du gouvernement. À Vierzon, lundi soir, c'est au plan local, dans l'esprit des « 1000 rencontres pour l'alternative » lancées par le PCF, que ces convergences se sont dessinées. Aux côtés du député maire de la ville, Nicolas Sansu (PCF) à l'origine de l'initiative, le député « frondeur » du PS Laurent Baumel et son collègue écologiste Christophe Cavard ont répondu aux interpellations d'une salle comble. Une participation « symbolique d'une attente très forte du peuple de gauche » pour l'élu communiste.

Dans la salle comme sur l'estrade, c'est le ras-le-bol de la politique gouvernementale qui se fait d'abord entendre. « J'ai l'impression d'être le visage de l'austérité gouvernementale », lance Jonathan, vingt-huit ans, au chômage depuis deux ans malgré son bac - 5 en économie. « Nous sommes très déçus évidemment », explique en cœur un couple, l'un retraité, l'autre au chômage, qui confie, quelques instants avant le début du débat : « Vous avez entendu Valls à la City ("My government is probusiness" - NDLR) ? Ça résume tout. » Eux n'ont que peu d'espoir que les choses changent. « Le gouvernement marque contre son camp », déplore en écho Nicolas Sansu. « Soit on se dit qu'il n'y a rien à faire, soit qu'il faut retrouver des espaces publics pour débattre et redonner au peuple de gauche et à la gauche de l'espoir », estime-t-il décelant « deux points communs » à tous ceux réunis ce soir-là. « On a voté François Hollande le 6 mai 2012 et nous pensons que la politique actuelle nous mène dans le mur », résume l'élu.

De nombreuses interrogations subsistent

Si ces convergences peuvent susciter un brin d'optimisme à gauche, les interrogations demeurent nombreuses chez ses sympathisants vierzonnais. « Malheureusement, malgré cet espoir, on ne ressent pas concrètement

quelles sont les possibilités pour infléchir cette politique », interpelle une jeune militante socialiste tandis que certains dans la salle redoutent que les « frondeurs » finissent par « rentrer dans le rang ». Laurent Baumel, qui entend « peser à l'intérieur d'une majorité », explicite son objectif : y « grossir » et « ouvrir un troisième temps du quinquennat » sur des bases qui permettent à toute la gauche d'y prendre part. Quitte à attendre que l'échec annoncé aux élections départementales se réalise et que le

président de la République « acculé » face aux réalités économiques et sociales y soit contraint.

Côté communiste, la perspective est un peu différente. « Il y aura des batailles parlementaires mais, surtout, il faut que, du

fond des territoires, remonte le refus de laisser le pays à la droite revancharde ou à l'extrême droite », estime l'édile de Vierzon. Et d'insister : « On n'est jamais de trop pour résister et reconstruire. » Si dans le public, la VI^e République et l'Assemblée constituante, notamment défendues par Jean-Luc Mélenchon, sont évoquées, Christophe Cavard voit, lui, un « espace commun » s'ouvrir à gauche autour de la « sociale écologie ». Tous sont cependant rattrapés par l'urgence de la situation : « Tous les jours des gens ont faim, n'ont pas de toit ou cessent de se soigner », lance un participant, « est-il possible de mettre en place rapidement des mesures qui répondent à l'urgence sociale ? » interroge un autre. « La gauche a les moyens d'une autre politique, les moyens financiers existent », assure Nicolas Sansu prenant pour preuve les « 32 milliards d'euros de bénéfices des entreprises du CAC 40 ». « Évidemment, il y a bien d'autres politiques possibles à partir du moment où vous n'avez pas la fable qui consiste à présenter les 40 milliards de baisses de charges et d'impôts comme incontournables et indiscutables », renchérit Laurent Baumel. Reste le rapport de forces pour les imposer. Alors cette soirée, son organisateur souhaite qu'elle soit « le début d'une histoire et pas la fin d'un chemin ». ●

JULIA HANLAOUI

« AU PLUS HAUT NIVEAU, CERTAINS SONT GAGNÉS PAR LE FATALISME, NOUS, ON EST LÀ POUR EXPLIQUER QU'ON PEUT CHANGER LE LOGICIEL. » A DÉCLARÉ CHRISTOPHE CAVARD, EELV.